



Association
VACARMES-REIMS
VIGILANCE, ALERTE ET
MOBILISATION CITOYENNES

Site internet
<http://www.vacarmes-reims.fr>
Adresse électronique
contact@vacarmes-reims.fr
Page Facebook
<https://www.facebook.com/VacarmesReims>

Communiqué de Presse n° 40 du 17 mai 2016

Qui a menti à qui ? Qui a abusé qui ?

Radars de l'ex-BA 112 :

Engagement des parlementaires, engagement de l'Etat ?

Une seule règle semble de mise : le silence...

Au delà des problèmes techniques, des risques sanitaires liés aux ondes électromagnétiques, du fait de rapprocher un tel équipement d'habitations et de villages, se pose la question de la crédibilité des décideurs :

Qui peut-on croire encore ?

Après avoir recueilli près de 700 signatures, Vacarmes adresse au Préfet de la Marne, représentant de l'Etat et au Ministre de la Défense un courrier pour exiger, une fois de plus, la TRANSPARENCE sur ce dossier resté lettre morte depuis 2011.

Vous trouverez ci-dessous copie de ce courrier, transmis également, pour information, aux parlementaires qui s'étaient largement et publiquement vantés de leur action en 2011... (Voir articles de l'époque sur le site de Vacarmes).

Monsieur le Préfet,

depuis plusieurs années, les courriers que notre association adresse à la préfecture ou à la sous-préfecture de Reims restent systématiquement sans réponse ni effet.

Malgré ce silence que nous préférons ne pas qualifier, nous continuons à vous demander une réponse sur le sujet de l'emplacement du futur radar sur le site de l'ex-Base 112.

En 2011, au retour d'une rencontre avec le Ministre de la Défense de l'époque Monsieur Gérard LONGUET, les parlementaires de la Marne (Madame VAUTRIN, Messieurs ROBINET, DETRAIGNE et THOMAS) ont officiellement et publiquement exprimé leur satisfaction d'avoir obtenu que le futur radar soit installé dans une autre zone militaire dans le département et éloigné d'habitations.

Cette parole ministérielle semble ne pas devoir être tenue.

Mais, ni la population ni leurs associations n'ont été associées ou même informées sur ce changement de position ministérielle. Depuis 2011, qui a menti à qui, qui a abusé qui ?

Nous avons lancé une pétition citoyenne à ce sujet qui a recueilli à ce jour près de 700 signatures. Nous souhaitons vous remettre ces signatures et à cette occasion entendre vos réponses aux questions que nous posons depuis longtemps et qui restent à ce jour en suspens.

Nous avons par ailleurs alerté Monsieur le Ministre de la Défense sur cette question et dans les mêmes termes.

Dans l'espoir d'une réponse rapide, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations citoyennes.

Nous ne manquerons pas de vous communiquer les éventuelles suites de ces différents courriers.